

RÉPONSE

Politique Africaine me fait l'honneur de publier trois comptes rendus de mon livre sur Amilcar Cabral et me demande d'y répondre. Que je dise tout de suite que je ne réponds jamais aux comptes rendus, par principe, et que c'est donc avec la plus grande réserve, et surtout par politesse, que je rédige ces quelques lignes. Il est d'ailleurs difficile de donner une réponse car les trois comptes rendus sont totalement différents dans leur lecture du livre, dans leur angle d'attaque et dans leur connaissance du sujet — à savoir Amilcar Cabral, le PAIGC, les guerres populaires en Afrique lusophone et le procès de la révolution en Afrique. Chacun y trouve ce qu'il y cherche.

Mario de Andrade est une des figures historiques du monde lusophone africain : membre important du MPLA, ministre en Guinée-Bissau, il est à la fois acteur politique, historien engagé, littérateur et critique. Son témoignage est donc, par définition, important. De son compte rendu je ne reprends que quelques critiques de fait. 1) Je parle de l'activité développée par Cabral pendant les vacances scolaires de 1949 passées au Cap-Vert mais je diffère de Mario de Andrade dans l'importance qu'il attribue à cet épisode. A mon avis il en exagère la portée. 2) Il n'y a effectivement pas de preuve qu'Amilcar Cabral ait participé à la fondation du MPLA en Angola, mais disons qu'il était en Angola, en contact avec les nationalistes angolais, à l'époque où le MPLA est censé avoir été fondé. Il y a désaccord sur la date de la création du MPLA et Mario de Andrade lui-même a parlé de deux dates différentes (voir J. Marcum, *The Angolan Revolution* (vol. 1), pp. 27-30 et R. Pélissier, *La colonie du minotaure*, pp. 243-246). 3) En ce qui concerne les visites de Cabral à São Tomé et en Chine, Mario de Andrade m'a mal lu. Je dis simplement que Cabral a été à São Tomé au cours de ses déplacements de travail. Je dis par ailleurs qu'il a quitté le Portugal définitivement à la fin de 1959 et qu'ensuite (donc, forcément en 1960) il est allé, entre autres, en Chine. 4) Je suis d'accord avec Mario de Andrade sur le fait que l'assassinat de Cabral démontre les carences internes du parti et les tensions avec le PDG (et Sékou Touré). J'ai écrit ce que je savais. Le reste, et il y a encore beaucoup à écrire, est maintenu secret par ceux qui savent (dont, je suppose, Mario de Andrade).

Je rappelle à ce sujet que Mario de Andrade a une somme de connaissances énorme mais que, jusqu'à aujourd'hui, il s'est toujours refusé à parler de la politique des nationalistes après 1961. Je me permets aussi de rappeler aux lecteurs/lectrices que Mario de Andrade était ministre de l'Information et de la Culture en Guinée-Bissau quand j'y faisais mes recherches, qu'il m'a accordé une interview dans laquelle il a choisi de ne me parler que de ce qu'il allait rendre public dans son livre sur Amilcar Cabral. Un bon nombre de mes questions sont restées sans réponse. Par ailleurs, le gouvernement dont Mario de Andrade faisait partie a imposé des limites très précises à la recherche que j'ai faite à Bissau. Je n'ai pas été autorisé, par exemple, à interviewer Vasco Cabral, J.B. Vieira (Nino) et beaucoup d'autres. Je n'ai même pas été autorisé à parler à la seconde femme de Cabral, Ana Maria. De même, il y a eu contrôle des documents que j'ai été autorisé à consulter. Il convient mal à Mario de Andrade, aujourd'hui « éloigné » de la Guinée-Bissau comme il l'est de l'Angola, de me reprocher de ne pas avoir consulté certains documents ou de ne pas avoir interviewé certains membres du PAIGC. Dans le compte rendu il critique le gouvernement actuel de la Guinée-Bissau, mais sa critique est mal venue. A quand les révélations ?

R. Buijtenhuijs est un chercheur engagé (dit-il lui même) avec une connaissance certaine de la Guinée-Bissau, des pays lusophones et des guerres nationalistes et révolutionnaires en Afrique. Sa critique, pertinente, porte sur trois points : mon interprétation du

manifestement lu mon article (« Party, state and socialism in Guinea-Bissau ») trop tard (comme sa note 5 l'indique) et il n'a pas lu du tout mes articles de 1980 et 1981 sur le coup du 14 novembre 1980 (parus dans *West Africa*) dont je parle pourtant dans le livre.

De la critique de Buijtenhuijs je retiendrai la question valable de savoir si j'ai mal jugé soit l'influence de Cabral sur le parti, soit le choix de ses collaborateurs (et éventuellement successeurs). Les échecs de la période postcoloniale, échecs que j'ai analysés donc, ne démontrent en soi rien de bien précis. Il ne faut pas oublier qu'un nombre important des collaborateurs les plus importants de Cabral, dont Aristides Pereira et Pedro Pires, sont rentrés au Cap-Vert à l'indépendance et qu'il n'y avait manifestement pas en Guinée-Bissau un nombre suffisant de cadres pour s'attaquer à la tâche monumentale de reconstruction et de développement. Le problème des cadres ne se pose pas au Cap-Vert. La faillite des leaders en Guinée-Bissau ne remet pas forcément en cause Cabral. Il se peut qu'il ait échoué dans sa tâche de formateur — c'est à démontrer — mais il se peut tout aussi bien qu'il ait fait au mieux avec ce qu'il avait à sa disposition. J'ajouterai que nulle part je n'ai dit que si Cabral avait vécu il aurait surmonté tous les problèmes qui ont assailli et continuent d'assaillir la Guinée-Bissau. J'ai simplement dit que le gouvernement de la Guinée-Bissau aurait été largement bénéficiaire de sa présence, ce qui me semble une évidence.

En ce qui concerne la critique du dernier chapitre de mon livre, Buijtenhuijs a mal compris mon intention. Je ne développe aucunement une analyse des événements postcoloniaux, événements qu'il est absolument indispensable d'examiner pour se prononcer sur les succès ou échecs des révolutions lusophones, mais je réponds à une question autre, antécédente, à savoir la causalité révolutionnaire déclenchée par la guerre nationaliste populaire. L'analyse porte donc sur le procès de ces guerres, sur leurs origines, leur portée politique, économique et sociale et sur leur importance pour la création d'un État postcolonial original. J'essaie simplement de dégager les leçons politiques de ces guerres et de définir leur dynamique de façon à montrer que beaucoup d'interprétations, théoriques ou historiques, pour ou contre le potentiel révolutionnaire des partis nationalistes lusophones africains, reposent sur des bases peu solide. L'histoire des régimes lusophones indépendants n'était pas mon propos.

Jean Copans n'est pas, que je sache, un spécialiste des pays lusophones africains et sa critique s'en ressent. Le livre manifestement lui a déplu et, en conséquence, il vagabonde un peu partout à la recherche de l'argument et du bon mot qui expriment le

mieux son mécontentement. Il serait vain pour moi d'essayer de le suivre dans ses pérégrinations.

Je retiens de « Amilcar Cabral ou le mythe du bon pasteur » trois critiques, critiques qui révèlent le point de départ de Jean Copans. D'abord que ma biographie est « une histoire d'amour ». Ensuite que la politologie d'aujourd'hui ne saurait se satisfaire d'études du genre « l'homme et l'œuvre », études qui « privilégient les actes sur les idées, puis les motifs sur les actions » et qui débouchent, semble-t-il, sur des interprétations historiques simplistes parce que limitées au personnage historique. Enfin, que « faute d'une théorie dialectique du contexte historique et de la conjoncture », je « retombe dans le léninisme le plus classique : la création de la conjoncture par l'organisation », au bout du compte que je suis piégé par le nationalisme dont « la fonction primaire est d'occulter les luttes et contradictions de classes ». Cela fait beaucoup à la fois. Ces critiques démontrent amplement la difficulté qu'il y a à engager un dialogue au moyen de comptes rendus lorsque la plupart des objections sont axiomatiques.

Il ne m'appartient pas de défendre la profession de biographe ni d'essayer de convaincre Copans de l'importance de l'étude d'un certain nombre de personnages historiques qui ont marqué leur époque. Il serait tout aussi inutile de me répéter quant à l'objet de mon livre — à la fois biographie et analyse du procès de guerre nationaliste — car c'est l'objet même de ma démarche qui est l'objet du courroux de Copans.

Quelques remarques cependant. Quand je parle de la moralité de Cabral, il s'agit de moralité politique, bien évidemment, et qui n'est pas synonyme avec moralité de l'individu, sa bonté, comme l'écrit Copans qui feint de ne pas saisir. Quand je dis, par exemple, qu'Amilcar Cabral était contre les exécutions politiques, je l'explique par sa notion de moralité (politique) dans laquelle, bien évidemment, intervient un calcul pragmatique et politique. Par ailleurs, le charisme est une réalité historique, n'en déplaise à Copans. Il en est de même du volontarisme et de l'humanisme — mots honnis ! — encore une fois entendus politiquement et non pas comme dans un roman-photo. Copans s'en prend à une vue de l'esprit, pas au livre que j'ai écrit.

Tout s'explique d'ailleurs dans le dernier paragraphe de son épître : le procès qui m'est fait est un procès politique et non scientifique. Je présente une interprétation « idéaliste » (« volontariste » même) de l'histoire du nationalisme, nationalisme dont il est entendu qu'il occulte la réalité sociale comme il aveugle les historiens. Je laisse aux lecteurs/lectrices le soin de juger de cette affirmation comme je leur laisse le choix de l'épistémologie qui leur sied. Pour revenir à la conclusion de Copans, à savoir que le détournement de l'indépendance en Guinée-Bissau remet en cause

mon analyse de Cabral, je regrette la causalité simpliste qui consiste à déduire du stalinisme les échecs du léninisme. Les échecs politiques et économiques de la Guinée-Bissau, que j'ai analysés ailleurs je le répète encore, et qui ne s'assimilent en rien au stalinisme, ne démontrent pas que mon interprétation du rôle de Cabral pendant la guerre nationaliste soit à revoir. Ceci dit, et pour en revenir à l'analogie de Copans, le léninisme analysé en 1932 n'est pas le même que le léninisme analysé en 1984. De même, l'analyse de Cabral en 1981 (date à laquelle mon manuscrit a été remis à l'éditeur) est appelé à changer d'ici cinquante ans. CQFD.

Pour conclure, j'ose espérer que la publication de ces trois comptes rendus pourra, au-delà des différences d'opinion, d'épistémologie, de méthodologie et d'interprétation, amener à un plus large dialogue entre historiens francophones et anglophones et ouvrir un débat (ce que mon livre ne faisait pas) sur l'objet de l'histoire de l'Afrique et sur le rôle des africanistes. A ce propos, je me permets d'annoncer la publication prochaine d'un autre livre qui s'emploie à amorcer un tel dialogue (titre provisoire : *Freedom, force and fate: reflections on political governance, legitimacy and accountability in Africa*, Cambridge University Press).

*Patrick Chabal
King's College
London.*